



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° TEQ 2022- 984
DU 05 DÉCEMBRE 2022

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT POUR LES TRAVAUX D'ÉCLAIRAGE PUBLIC ET DE RÉALISATION DE BOUCLES DE FEUX SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE LAVAL

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 54/2022 en date du 29 juin 2022 portant délégation de fonctions à Monsieur Philippe Doudard, directeur voirie, éclairage public et propreté urbaine,

Vu la demande du 02 décembre 2022 de l'entreprise SPIE CityNetworks demeurant 10 rue Jean Dausset 53000 LAVAL agissant pour le compte de la Ville de Laval ou de Laval Agglomération (sur le territoire communal uniquement) représentée par M. Maindron,

Considérant le caractère constant et répétitif de certains chantiers liés à l'entretien, la maintenance et la gestion du domaine public communal dont la mise en œuvre d'équipements lumineux,

Considérant que l'exécution de travaux d'éclairage public comprenant l'intervention sur lanterne d'éclairage public à l'aide d'une nacelle, le déroulage de câble, l'exécution de fouilles pour réparation de réseau d'éclairage et pose de massif béton, les interventions avec camion grue pour levage ou dépose de mât, la réalisation de boucles de feux nécessite une modification de la circulation et du stationnement sur l'ensemble du territoire communal,

ARRÊTONS

Article 1^{er}

Du LUNDI 02 JANVIER 2023 au DIMANCHE 31 DÉCEMBRE 2023, afin de permettre les interventions définies à l'article 4 du présent arrêté, les restrictions suivantes à la circulation sont imposées au droit des chantiers routiers en fonction des nécessités sur les voies communales et chemins ruraux concernés :

- une limitation de vitesse à 30 km/h en cas de rétrécissement de chaussée ou en cas d'alternat,
- une interdiction de dépasser et de stationner au droit de la zone de travaux,
- une circulation alternée par piquets K 10 (de jour exclusivement), par feux tricolores ou par panneaux B 15 et C 18 si les circonstances l'exigent,
- une limitation de vitesse à 30 km/h sur les sections de route ayant été revêtues par un enduit superficiel jusqu'au balayage définitif si les circonstances l'exigent.

Article 2

Toute autre restriction ou réglementation de la circulation au droit des chantiers non visés par le présent arrêté devra faire l'objet d'un arrêté particulier (notamment en cas d'itinéraires de déviation).

Article 3

L'Entreprise devra impérativement avertir le Service Voirie par courriel à l'adresse : espacepublic@agglo-laval.fr dans les 7 jours précédents les travaux.

Cette information sera accompagnée, si nécessaire, des permissions de voiries et/ou accords techniques correspondants. Un refus de démarrer les travaux pourra être prononcé si d'autres travaux sont déjà en cours ou prévus sur le secteur considéré voire en cas d'absence d'accord technique.

Article 4

La réglementation prévue à l'article 1 du présent arrêté pourra être imposée au droit des chantiers désignés ci-après :

- Création de réseaux divers sur le domaine public communal,
- Traversées de chaussées par des réseaux (< à 15ml),
- Reprises localisées de chaussées (< à 150 m²),
- Enduits superficiels et couches de roulement (< 150 m²),
- Signalisation horizontale et verticale, lumineuse ou non,
- Pose d'équipements de sécurité,
- Pose de candélabres et feux tricolores
- Occupation de stationnement (< 5 places),
- Maintenance et entretien des réseaux secs,

Article 5

Les véhicules d'intervention et de travaux assurant la signalisation de position et d'approche de chantier doivent être équipés :

- de feux spéciaux (feux tournants ou à tubes à décharge ou clignotants de couleur jaune orangée),
- d'un panneau AK5, équipé de trois feux de balisage synchronisés R2,
- d'une signalisation complémentaire (bande rouge et blanche).

Ces éléments doivent être visibles à l'avant et à l'arrière du véhicule.

Les véhicules légers qui ne sont pas affectés à des missions d'interventions de travaux, mais qui sont susceptibles de s'arrêter sur la chaussée ou de pénétrer sur la zone de travaux peuvent être équipés des seuls feux spéciaux.

Article 6

La signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 4^{ème} partie - signalisation de prescription - approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et livre 1 - 8^{ème} partie - signalisation temporaire - approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 novembre 1992). Elle sera mise en place et entretenue par le service réalisant les travaux.

Article 7

Les horaires de chantier seront les suivants : du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00 et le samedi de 9h00 à 18h00.

Tout changement d'horaire devra faire l'objet d'une demande d'arrêté distincte.

Article 8

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par l'entreprise réalisant les travaux dans les 24 heures précédant l'intervention.

Article 9

Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu.

Pour les chantiers s'étalant sur plus d'une journée, un barriérage spécifique sera mis en place. Le dispositif devra interdire toute intrusion et sera constitué de barrières mixtes, grillagées ou de chantier.

Article 10

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

Article 11

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

Article 12

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 13

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 14

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,
Pour le maire et par délégation,
Le Directeur Voirie,
Eclairage Public
et Propreté Urbaine,

Philippe Doudard

Affiché le : 08 DEC. 2022

Exécutoire le : 08 DEC. 2022